

ORDRE EN CONSEIL

Ratifiant un Projet de Loi intitulé

**Loi portant modification à la Loi relative
au Service Militaire pendant la durée
de la présente Guerre.**

(Enregistré sur les Records de l'Île de Guernesey le
2 septembre 1918.)

[AVEC TRADUCTION.]

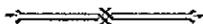


IMPRIMÉ ET PUBLIÉ PAR LA
COMPAGNIE D'IMPRIMERIE DE RICHARD, Limitée,
IMPRIMEURS OFFICIELS AUX ÉTATS,
BUREAU DE LA GAZETTE OFFICIELLE,
RUE DU BORDAGE.

1918.

IV.
1918

ORDRE EN CONSEIL.



À LA COUR ROYALE DE L'ÎLE DE GUERNESEY.

Le deux septembre mil neuf cent dix-huit, pardevant Edward Chepmell Ozanne, écuyer, Baillif; présents: Ernest Collas, George Herbert Le Mottée, Julius Bishop, John Bonamy Collings, Thomas William Mansell de Guérin, James Esten de Jersey, Hubert George de Carteret Stevens Guille et William de Prélaz Crousaz, écuyers, Jurés.

Monsieur le Baillif ayant ce jour communiqué à la Cour un Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 15 août 1918, ratifiant un Projet de Loi intitulé "Loi portant modification à la Loi relative au Service Militaire pendant la durée de la présente Guerre," et ordonnant que le dit Projet aura force de loi dans les îles de Guernesey, Sercq, Herm et Jethou.

La Cour a ordonné que le dit Ordre sera enregistré sur les Records de cette île et qu'un extrait de ce présent acte et une copie du dit Ordre en Conseil seront expédiés par le Greffier du Roi à Monsieur le Sénéchal de l'île de Sercq, afin d'être enregistrés sur les Records de la dite île.

(Extrait des Registres),

QUERTIER LE PELLE, Y,
Greffier du Roi.

At the Court at Buckingham Palace,

The 15th day of August, 1918.

Present,

The King's Most Excellent Majesty

LORD PRESIDENT.

SIR GEORGE BUCHANAN.

LORD SOMERLEYTON.

SIR FREDERICK PONSONBY.

Whereas there was this day read at the Board a Report from the Right Honourable the Lords of the Committee of Council for the Affairs of Guernsey and Jersey, dated the 13th day of August, 1918, in the words following, viz. :—

“ **Your Majesty** having been pleased, by Your General Order of Reference of the 10th day of May, 1910, to refer unto this Committee the humble Petition of the States of the Island of Guernsey setting forth :—(1) That on the 24th May, 1918, the said States approved the principles of a Bill or *Projet de Loi* amending the ‘ Law relating to Military Service during the present War (1916),’ and requested the Royal Court to prepare a Bill or *Projet de Loi* modifying the aforementioned Law, sanctioned by an Order of His Majesty in Council of the 6th November, 1916, in accordance with the provisions of the Military Service (No. 2) Act, 1918, with such modifications as might be deemed necessary by reason of the exceptional circumstances and conditions prevailing in these Islands : (2) that in accordance with the request of the States the Law Officers of the Crown, on the 25th May, 1918, presented to the Royal Court in public a Bill or *Projet de Loi* which the Court thereupon ordered to be published in the *Official Gazette* with a view to its being taken into consideration on the 8th June, 1918 : (3) that on the 8th June, 1918, the Royal Court considered the said Bill or *Projet de Loi* intituled ‘ *Loi portant modification à la Loi relative au Service Militaire pendant la durée de la présente Guerre,*’ and, after hearing Counsel and

others, and the conclusions of the Law Officers of the Crown, adopted the same with various amendments, and requested the Bailiff to lay the said Bill, so amended, before the States for their approval ; (4) that the Bailiff accordingly brought the said Bill or *Projet de Loi* before the States on the 3rd July, 1918, when, after discussion and debate, it was adopted by the States, with the addition of Article XIII., and the President was authorized to present in the name of the States a humble Petition to your Majesty in Council praying for Your Majesty's Royal Sanction thereto : (5) that the said Bill or *Projet de Loi*, as amended and adopted by the States, is intituled ' *Loi portant modification à la Loi relative au Service Militaire pendant la durée de la présente Guerre* ' and is in the words and figures set forth in the Schedule annexed to the said Petition : And humbly praying that Your Majesty would be graciously pleased to grant Your Royal Sanction to the Bill or *Projet de Loi* intituled ' *Loi portant modification à la Loi relative au Service Militaire pendant la durée de la présente Guerre,* ' and to order and direct that the same should have the force of law within the Islands of Guernsey, Sark, Herm and Jethou :

“ The Lords of the Committee, in obedience to Your Majesty's said Order of Reference, have taken the said Petition and the said *Projet de Loi* into consideration, and do this day agree humbly to report, as their opinion, to Your Majesty that it may be advisable for Your Majesty to comply with the prayer of the said Petition, and to approve of and ratify the said *Projet de Loi.*”

His Majesty, having taken the said Report into consideration, is pleased, by and with the advice of His Privy Council, to approve of and ratify the said *Projet de Loi*, and to order, as it is hereby ordered, that the same shall have the force of Law

within the Islands of Guernsey, Sark, Herm and Jethou.

And His Majesty doth hereby further direct that this Order, and the said Projet de Loi (a copy whereof is hereunto annexed), be entered upon the Register of the Island of Guernsey, and observed accordingly.

And the Lieutenant-Governor or Commander-in-Chief of the Island of Guernsey, the Bailiff and Jurats, and all other His Majesty's Officers, for the time being, in the said Island, and all other persons whom it may concern, are to take notice and govern themselves accordingly.

ALMERIC FITZROY.

“PROJET DE LOI” referred to in the foregoing Order in Council.

LOI PORTANT MODIFICATION À LA LOI RELATIVE AU SERVICE MILITAIRE PENDANT LA DURÉE DE LA PRÉSENTE GUERRE.

Attendu qu'il est nécessaire en conséquence de la présente crise de guerre, de modifier les dispositions de la Loi relative au Service Militaire pendant la durée de la présente Guerre, sanctionnée par Ordre de Sa Majesté en Conseil en date du 6 novembre 1916, enregistré sur le Records de cette Ile le 16 novembre 1916, la dite Loi étant ci-après désignée “Loi relative au Service Militaire (1916)” ;

Vu l'Acte du Parlement Britannique intitulé “Military Service (No. 2) Act, 1918” ;

Vu la délibération des États en date du 24 mai 1918 ;

Est et demeure rappelé l'Article II. de la dite Loi relative au Service Militaire (1916) et l'Article II. suivant y est substitué ;

Et sont cinq articles additionnels numérotés X., XI., XII., XIII. et XIV. ajoutés à la fin de la dite Loi ;

Et est un article additionnel numéroté 9 ajouté à la cédule annexée à la dite Loi relative au Service Militaire (1916) :

ARTICLE II.

1.—Tout sujet Britannique du sexe masculin qui, au jour de l'enregistrement de la présente Loi et ultérieurement pendant tout le temps que la présente Loi sera en vigueur, est dans l'Île de Guernesey, ou dans les Îles de Sercq, Herm ou Jethou (ci-après désignées "les dites Îles"), et qui au dit jour aura atteint l'âge de dix-huit ans mais n'aura pas atteint l'âge de cinquante et un ans, ou qui à une date subséquente à celle de l'enregistrement de la présente Loi atteindra l'âge de dix-huit ans, sera considéré comme étant bien et dûment enrôlé pour la durée de la guerre, dans les Armées de Sa Majesté ou dans la Réserve, pour service général sous les drapeaux, et versé incontinent dans la Réserve, à moins qu'il ne rentre dans l'une des exceptions prévues dans la Cédule annexée à la dite Loi relative au Service Militaire (1916).

2.—Tout homme qui, se trouvant autrement assujéti au Service Militaire en vertu de la présente Loi, est au jour de l'enregistrement dans l'une quelconque des exceptions prévues dans la dite Cédule, et qui, à une date ultérieure à celle de cet enregistrement, viendrait à cesser d'y être, sera considéré comme bien et dûment enrôlé, conformément aux termes du premier alinéa du présent Article, à dater du jour où il aura cessé de se trouver dans la dite exception.

3.—Au cas où Sa Majesté, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par le dit Acte du Parlement intitulé "Military Service (No. 2) Act, 1918," aurait prescrit, par un Ordre en Conseil, que les dispositions de l'Article premier du dit Acte du Parlement prendraient leur effet comme si un âge quelconque qui sera spécifié dans cet Ordre en Conseil, et qui ne pourra excéder celui de cinquante-six ans, y soit substitué à

celui de cinquante et un ans, soit en ce qui concerne tous les hommes en général, soit une catégorie d'hommes quelconque, en particulier, alors dans tous comme dans chacun des cas qu'aura prévus cet Ordre en Conseil, les dispositions des alinéas (1) et (2) du présent Article prendront leur effet, à partir du jour de l'enregistrement du dit Ordre en Conseil sur les Records de cette Ile, ou à une date ultérieure spécifiée dans le dit Ordre, tout comme si l'âge spécifié dans cet Ordre, âge n'excédant pas celui de cinquante-six ans, y était substitué à celui de cinquante et un ans.

4.—En ce qui concerne les médecins et chirurgiens les dispositions des alinéas (1) et (2) du présent Article prendront leur effet comme si l'âge de cinquante-six ans y fût substitué à l'âge de cinquante et un ans.

ARTICLES ADDITIONNELS.

ARTICLE X.

Les dispositions de l'Acte du Parlement Britannique intitulé "The Army Act" (à l'exception de la Section 96 qui se rapporte aux droits des patrons à leurs apprentis), celles des autres Actes du dit Parlement intitulés "The Reserve Forces Acts, 1882 to 1907," et celles des ordres et règlements promulgués conformément à ces Actes, seront censées s'étendre et s'appliquer aux hommes enrôlés et transférés dans la Réserve en vertu de la présente Loi, et si, dans une procédure judiciaire quelconque, engagée en vertu des dits Actes, ordres, ou règlements, la question vient à s'élever de savoir si un homme, censé avoir été enrôlé et transféré dans la Réserve par la présente Loi, l'a réellement été, on ne l'est point, la Cour pourra requérir sur ce point le témoignage de cet homme ; et au cas où preuve satisfaisante du contraire ne serait pas fournie, l'homme en question sera considéré comme ayant été dûment enrôlé et transféré dans la Réserve ;

Pourvu toutefois :—

- (a) Que si, au cours d'une procédure quelconque engagée contre un homme à l'égard d'une faute qu'il est allégué avoir commise en qualité de membre de la Réserve en vertu de la présente Loi, ou à l'égard d'un manque à se conformer à un ordre le rappelant de la Réserve au service permanent, la question vient à s'élever de savoir si cet homme, considéré comme ayant été dûment enrôlé et transféré dans la Réserve conformément aux dispositions de l'Article II., l'a réellement été ou ne l'est point, il ne puisse être décidé de cette question que sur procédure engagée pardevant la Cour Royale composée de M. le Baillif ou de M. son Lieutenant et de sept Jurés pour le moins ;
- (b) Que cette procédure ne puisse être engagée que pendant le cours de la présente guerre, ou dans les six mois qui en suivront la conclusion ;
- (c) Qu'un homme, considéré comme ayant été enrôlé et transféré dans la Réserve en vertu de la présente Loi, ne puisse être condamné à la peine de mort pour avoir failli à obéir à un ordre le rappelant de la Réserve au service permanent.

ARTICLE XI.

1.—Chaque fois que Sa Majesté ordonnerait, par Proclamation Royale constatant qu'il y a crise nationale, le retrait ou l'annulation des certificats d'exemption ou de certaines catégories de ces certificats octroyés en vertu des Actes du Parlement Britannique intitulés "The Military Service Acts, 1916 to 1918," à partir de la date spécifiée dans la dite Proclamation, la Cour Royale pourra ordonner, soit au moment de

l'enregistrement de la dite Proclamation, soit postérieurement à cet enregistrement, le retrait ou l'annulation de tous les certificats d'exemption octroyés en vertu de la Loi relative au Service Militaire (1916), et de nature semblable aux certificats qui auront été spécifiés dans la dite Proclamation, et ce à partir du jour que fixera la Cour Royale, les certificats en question devant cesser d'être valables à dater du dit jour.

2.—La Cour Royale déterminera dans cette Ordonnance les cas spéciaux dans lesquels il sera permis aux individus de demander l'octroi ou le renouvellement d'un certificat d'exemption d'une des catégories prévues par la dite Ordonnance, et prescrira les conditions auxquelles une telle demande devra être faite. Elle pourra de plus ordonner que les dites demandes soient directement portées devant la Cour d'Appel sans être portées en premier ressort au Tribunal.

3.—Tant que la dite Ordonnance demeurera en vigueur, aucune demande d'octroi ou de renouvellement d'un certificat d'exemption d'une des catégories prévues par la dite Ordonnance ne sera accueillie sauf dans les cas spéciaux déterminés par la Cour Royale comme sus est dit; et si au jour de la passation de cette Ordonnance, une demande d'un tel certificat d'exemption est déjà pendante, cette demande sera censée n'avoir jamais été faite.

4.—La Cour Royale est aussi autorisée à prendre toutes les autres mesures qui seront nécessaires pour rendre les dispositions des dites Proclamations Royales applicables dans les dites Iles.

5.—Les dispositions du présent Article auront leur effet malgré les dispositions de la Loi relative au Service Militaire (1916), et, en tant que les dispositions de la dite Loi seraient en conflit avec celles du présent article les dispositions de la dite Loi seront censées n'avoir aucun effet.

ARTICLE XII.

Sera passible en Police Correctionnelle d'un emprisonnement qui n'excédera pas six mois, avec ou sans travail forcé, toute personne qui, dans le dessein de prévenir, d'empêcher, ou de remettre—

- (a) l'appel sous les drapeaux, pour quelque forme de Service Militaire que ce soit, soit de lui-même soit d'une autre personne ; ou
- (b) l'examen médical destiné à déterminer son aptitude au Service Militaire ou celle d'une autre personne ; ou
- (c) la mise en opération d'un avis ou avertissement donné soit pour l'appel sous les drapeaux soit pour l'appel à l'examen médical de lui-même ou d'une autre personne ;

fera une fausse déclaration ou une fausse représentation ou qui connivera à une telle fausse déclaration ou fausse représentation. Sera censée être fausse toute déclaration ou représentation qui serait de nature à tromper ou à induire en erreur sur un point essentiel.

ARTICLE XIII.

1.—Les dispositions suivantes prendront leur effet en ce qui concerne les demandes pour l'octroi, le renouvellement, ou la revision des certificats d'exemption à des médecins ou chirurgiens dûment qualifiés :—

2.—Il sera constitué un Comité Spécial désigné "Medical Advisory Committee." Les membres du dit Comité seront nommés par les membres locaux de l'Association dite "The British Medical Association," et seront présentés à l'approbation de la Cour Royale siégeant en Corps. La Cour Royale déterminera de temps en temps le nombre des membres du dit Comité.

3.—Le dit Comité "Medical Advisory Committee" sera substitué au Comité dit "Military Service Advisory Committee" constitué aux fins de l'Article

III. de la Loi relative au Service Militaire (1916) en tout ce qui concerne les demandes prévues dans le présent Article, et aura les mêmes devoirs que ceux attribués au dit Comité "Military Service Advisory Committee."

4.—Les membres du dit Comité "Medical Advisory Committee" assisteront comme Assesseurs et à titre de conseillers du Tribunal avec voix consultative, à celles des audiences au cours desquelles le Tribunal examinera les demandes prévues par le présent Article, et pour cet objet ils seront substitués aux Assesseurs paroissiaux nommés conformément au dit Article III. de la Loi relative au Service Militaire (1916).

5.—La Cour Royale est autorisée à passer de temps à autre telles Ordonnances qu'elle jugera nécessaires à la mise à exécution des dispositions du présent Article et pour réglementer le fonctionnement et la procédure à suivre par le Tribunal à l'égard des demandes prévues dans le présent Article.

ARTICLE XIV.

1.—La présente Loi pourra être citée comme la "Loi relative au Service Militaire (1918)" et elle sera censée former partie de et interprétée avec la Loi relative au Service Militaire (1916). Les dites deux Lois ensemble pourront être citées comme les "Lois relatives au Service Militaire, 1916 à 1918."

2.—Le rappel de l'Article II. de la Loi relative au Service Militaire (1916) n'affectera en rien la validité des actes faits ou passés avant la promulgation de la présente Loi.

ARTICLE ADDITIONNEL À LA CÉDULE ANNEXÉE À LA LOI RELATIVE AU SERVICE MILITAIRE (1916).

9.—Ceux qui, selon la classification médicale qui pour le temps sera en force, sont trouvés impropres au service général actif.

Translation of "Law amending the Law relating to Military Service during the present War," approved by His Majesty in Council the 15th August, 1918.

Whereas it is expedient in consequence of the present emergency of War to amend the provisions of the Law relating to Military Service during the present War, sanctioned by an Order of His Majesty in Council of the 6th November, 1916, and registered in the Records of this Island the 16th November, 1916, which said Law is hereinafter referred to as the "Law relating to Military Service (1916)":

Considering the Act of the British Parliament intituled "Military Service (No. 2) Act, 1918":

Considering the resolution of the States of the 24th May, 1918:

Article II. of the said Law relating to Military Service (1916) is hereby repealed, and Article II. following is substituted for the same.

Five additional Articles numbered X., XI., XII., XIII. and XIV. are added at the end of the said Law.

And an additional Article, numbered 9, is added to the Schedule annexed to the said Law relating to Military Service (1916).

ARTICLE II.

1.—Every male British subject who, on the date of the registration of the present Law and at any time thereafter while the present Law is in force, is in the Island of Guernsey, or in the Islands of Sark, Herm or Jethou (hereinafter called the "the said Islands") and who at the said date has attained the age of eighteen years but has not attained the age of fifty-one years, or who at any date subsequent to the registration of the present Law shall attain the age of eighteen years, shall be deemed to have been duly enlisted for the duration of the war in His Majesty's regular

forces or in the Reserve, for general service with the colours, and to have been forthwith transferred to the Reserve, unless he is for the time being within any one of the exceptions set out in the Schedule annexed to the Law relating to Military Service (1916).

2.—Every man who, being otherwise subject to Military Service under the present Law, is on the day of its registration within any one of the exceptions set out in the said Schedule, and who at a date subsequent to such registration ceases so to be, shall be deemed to have been duly enlisted in conformity with the first paragraph of this Article, as from the date when he shall have ceased to be within the said exception.

3.—Whenever His Majesty by virtue of the powers with which he is invested under the “Military Service (No. 2) Act (1918),” shall declare by an Order in Council that the provisions of the First Section of the said Act of Parliament shall, as respects men generally, or as respects any class of men, have effect as if any age specified in the Order in Council not exceeding fifty-six years, were therein substituted for the age of fifty-one years, then in each case so provided for by the Order, the provisions of paragraphs (1) and (2) of the present Article shall have effect as from the date of the registration of the said Order in Council in the Records of this Island, or as from a date to be specified in the said Order, as if any age specified in the Order not exceeding fifty-six years, were therein substituted for the age of fifty-one years.

4.—As respects physicians and surgeons the provisions of paragraphs (1) and (2) of the present Article shall have effect as if the age of fifty-six years were therein substituted for the age of fifty-one years.

ADDITIONAL ARTICLES.

ARTICLE X.

The provisions of the Act of Parliament intituled

“The Army Act” (with the exception of Section 96 which has reference to the rights of masters to their apprentices) those of the other Acts of Parliament intituled “The Reserve Forces Acts, 1882 to 1907,” and those of the Orders and Regulations promulgated in conformity with these Acts, shall be deemed to extend and to apply to men enlisted and transferred to the Reserve under the present Law; and if any question arises in any judicial proceedings under the said Acts, orders, or regulations, whether a man deemed to have enlisted and transferred to the Reserve under the present Law has actually been so enlisted and transferred or otherwise, the Court may require the said man to give evidence on the question, and if satisfactory proof is not given to the contrary the man in question shall be deemed to have been duly enlisted and transferred to the Reserve;

Provided that:—

- (a) Where, in the course of proceedings against a man in respect of an offence alleged to have been committed by him as a member of the Reserve under the present Law, or in respect of any failure to comply with any order calling him up from the Reserve for permanent service, the question arises whether this man, deemed to have been duly enlisted and transferred to the Reserve under the provisions of Article II., has actually been so enlisted and transferred or otherwise, that question shall be decided only on proceedings before the Royal Court composed of the Bailiff, or Lieutenant-Bailiff, and of not less than seven Jurats;
- (b) Such proceedings shall be instituted only during the continuance of the present war and a period of six months thereafter;
- (c) A man who is deemed to have been enlisted and transferred to the Reserve under the

present Law shall not be condemned to the penalty of death for having failed to obey an order calling him from the Reserve for permanent service.

ARTICLE XI.

1.—Whenever His Majesty, by Royal Proclamation declaring that a national emergency has arisen, shall have ordered the withdrawal of certificates of exemption or of certain classes of such certificates granted under the Acts of the British Parliament intituled “The Military Service Acts, 1916 to 1918,” as from the date specified in the said Proclamation, the Royal Court is empowered, either at the time of the registration of the Proclamation, or subsequently thereto, to order the withdrawal or annulment of all certificates of exemption granted under the Law relating to Military Service (1916), of a similar nature to those specified in the said Proclamation, as from a date to be fixed by the Royal Court, and the certificates in question shall as from that date cease to be in force.

2.—The Royal Court shall enact in the Ordinance the special cases under which it is permissible to apply for the grant or the renewal of a certificate of exemption under any of the classes provided for in the Ordinance, and shall prescribe the conditions under which the applications shall be made. The Court may further direct that the said applications shall be made direct before the Court of Appeal without being made in the first instance before the Tribunal.

3.—While the said Ordinance remains in operation no application shall be entertained for the grant or renewal of a certificate of exemption under any of the classes therein provided for, except in the special cases set out by the Royal Court as above mentioned; and if at the date of the promulgation of the Ordinance an application for any such certificate is already pending it shall be deemed not to have been made.

4.—The Royal Court is further authorized to take such measures as may be required to make the enactments of the said Royal Proclamations applicable in the said Islands.

5.—The regulations made under the present Article shall have full effect notwithstanding the provisions of the Law relating to Military Service (1916), and in so far as the provisions of the said Law are inconsistent with those of the present Article, the provisions of the said Law shall be deemed of no effect.

ARTICLE XII.

Any person who, with a view to preventing, hindering or postponing :—

- (a) The calling up of himself or any other person for any form of military Service ; or
- (b) The medical examination appointed to determine the fitness for military service of himself or of any other person ; or
- (c) The operation of any call or notice given for the calling up for military service or for medical examination of himself or any other person,

makes or connives at the making of any false statement or representation shall be liable in the Court of Correctional Police to imprisonment for a term not exceeding 6 months with or without hard labour. Any statement or representation calculated to deceive or mislead in any material particular shall be deemed to be false.

ARTICLE XIII.

1.—The following provisions shall have effect with respect to applications for the grant, the renewal, or the revision of certificates of exemption to duly qualified medical practitioners or surgeons :—

2.—There shall be constituted a Special Committee designated “ Medical Advisory Committee.” The

members of the said Committee shall be appointed by the local members of the "British Medical Association," and shall be presented for the approval of the Full Court. The Royal Court shall determine from time to time the number of members of the said Committee.

3.—The Medical Advisory Committee shall be substituted for the Military Service Advisory Committee constituted in accordance with Article III. of the Law relating to Military Service (1916) with respect to the applications provided for in the present Article, and shall have the same duties as those attributed to the said Military Service Advisory Committee.

4.—The Members of the Medical Advisory Committee shall attend as consultative Assessors and Advisers to the Tribunal at the sittings when the Tribunal examines the applications provided for by the present Article, and for this purpose they shall be substituted for the parochial Assessors appointed in conformity with the said Article III. of the Law relating to Military Service (1916).

5.—The Royal Court is authorized to pass from time to time such Ordinances as it may deem necessary to carry out the provisions of the present Article, and for regulating the working of and the procedure to be followed by the Tribunal with respect to the applications provided for in the present Article.

ARTICLE XIV.

1.—The present Law may be cited as the "Law relating to Military Service (1918)" and shall be deemed to be part of and construed as one with the Law relating to Military Service (1916). The said two Laws may be cited together as the "Laws relating to Military Service, 1916 to 1918."

2.—The repeal of Article II. of the Law relating to Military Service, (1916) shall in no way affect the validity of any Acts done or passed before the promulgation of the present Law.

ADDITIONAL ARTICLE TO THE SCHEDULE ANNEXED TO THE LAW RELATING TO MILITARY SERVICE (1916).

9.—Men who in accordance with the medical classification for the time being in operation are found to be unfit for general active service.